



Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.

Epreuves d'accès, en 2021, au cycle préparatoire au troisième concours

Composition, en quatre heures, sur un sujet d'actualité politique, économique, sociale ou internationale.

Meilleure copie

Note : 16,5/20

Quelle éducation pour demain ?

Dans son ouvrage Jeunesse, Joseph Conrad dresse le portrait d'un adolescent partant à l'aventure en bateau, affrontant des dangers multiples permettant de renforcer son caractère et de forger son éducation. Si la littérature regorge d'exemples similaires, de Candide de Voltaire, accompagné de son précepteur Panglos, aux romans picaresques espagnols du XVIII^{ème} siècle, il apparaît cependant que les modes d'apprentissage et d'éducation sont actuellement davantage normés et encadrés : l'Education Nationale, héritière de l'Instruction Publique exprime la volonté démocratique de rationaliser et de favoriser le développement d'une éducation gratuite, laïque et obligatoire, impulsée à la fin du XIX^e siècle par Jules Ferry. Fondée sur des programmes revus chaque année, dispersée par des maîtres et professeurs dans les écoles primaires, collèges, lycées et universités, l'ambition d'« educare » - ou « faire « pousser droit » en latin ; à l'image d'un tuteur pour une plante – est un socle fondamental du Pacte démocratique, pour assurer l'avenir des enfants et une cohabitation harmonieuse des générations.

Cependant, ce modèle, dont la vocation était d'assurer l'égalité des chances conformément à la méritocratie républicaine, mais également de contrecarrer le déterminisme social dont Zola s'est fait le chantre dans Germinal ou Nana, fait aujourd'hui face à des crises multiples, dont les soubresauts viennent significativement menacer sa vocation première : une inflation de diplômés qui s'accompagne paradoxalement de difficultés accrues à entrer sur un marché du travail sinistré, des formations régulièrement pointées du doigt pour être en décorrélation avec les attentes des entreprises, un système perçu comme « élitiste » (ENA, classes préparatoires) et régulièrement dénoncé comme tel.

Cette « éducation à deux vitesses » se perçoit également, par un effet grossissant, depuis la crise COVID-19 : Les « Neet » ou jeunes n'ayant reçu aucune éducation et étant sans emploi, est en constante augmentation. Le décrochage scolaire est également visible depuis le mois de mars 2020, où la fermeture des écoles a encore accru les inégalités et un sentiment d'abandon et de perte de sens chez les populations les plus jeunes, et ce malgré une réouverture maintenue par G. Blanquer et E. Macron, et effective depuis juin 2020, malgré les avis des experts médicaux.

Dans ce contexte, les incompréhensions et la perte de sens des jeunes qui se perçoivent comme « privés d'avenir », ou « sacrifiés » au bénéfice des populations les plus âgées (n'a-t-on pas fermé les écoles pour protéger ces populations, plus « fragiles ») crée une fracture sociale menaçant les principes d'une démocratie solide et universelle, et l'avenir économique et social a fortiori suite à la destruction de près de 800 000 emplois en 2020.

Le modèle éducatif actuel est aujourd'hui soumis à des crises multiples qui menacent l'idéal démocratique (I) Autrefois réservée à une élite, l'éducation s'est transformée au XIX^e siècle en une école gratuite, laïque et obligatoire, fondée sur la méritocratie, l'égalité des chances et l'intégration comme principes porteurs de sens (a). Toutefois, les crises multiples dont l'éducation fait l'objet accroissent paradoxalement les inégalités et le repli sur soi, à rebours de sa vocation première (b).

A ce titre, le modèle démocratique doit faire l'objet d'une rénovation profonde (II), recentrée autour des valeurs démocratiques (a), en dotant les institutions (écoles, lycées, collèges, universités), des moyens de leur action, en coopération avec l'ensemble du corps social, dans une logique d'efficacité et d'anticipation

* *

*

I) Le modèle éducatif actuel est aujourd'hui soumis à des crises multiples, qui menacent l'idéal démocratique

(a). Autrefois privilège réservé à une élite, l'éducation s'est démocratisée au XIX^e siècle pour devenir une école gratuite, laïque et obligatoire sous l'impulsion de Jules Ferry

Dès l'Antiquité, la figure du précepteur s'impose comme le personnage clef de la transmission du savoir, et se poursuit jusqu'au XIX^{ème} siècle. Réservé aux familles les plus riches et de haute naissance, le précepteur se doit d'apprendre à son pupille les fondamentaux du grec et du latin, de l'arithmétique, et de manière plus globale, assurer son éveil au monde, ainsi que le rappelle Rabelais dans Gargantua : « Tout est matière à éducation ». L'objectif et en effet d' « éduquer » (du latin « faire tenir droit »). Pour ce faire, les châtiments corporels sont employés et la coercition apparaît comme un moyen incontournable (Emile ou de l'Education par J.J. Rousseau)

Les enfants moins riches se créent une éducation empirique, par le truchement d'expériences plus ou moins heureuses, ainsi que l'on peut le lire dans Barry Lyndon de W. Thacheray.

A partir du XIX^{ème} siècle, l'avènement des sociétés industrielles et le fossé croissants des inégalités ne permet plus de laisser des foules d'enfants dans la pauvreté : ces masses, trop nombreuses et dangereuses pour la bourgeoisie de l'époque, nécessitent d'être encadrées et éduquées aux valeurs républicaines. La gauche, sous l'égide de Jules Ferry, se fait le fer de lance d'une éducation libre, gratuite et obligatoire.

Depuis les années 70, ce modèle d'éducation coercitif, mais démocratique, se voit interrogé par des théories de l'éducation comme celles du psychiatre d'Alexander Neil dans Les livres enfants de Summerhill ou encore Françoise Dolto au sortir de la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, le modèle démocratique d'une éducation fondée sur la méritocratie et l'égalité des chances est mis à mal par la difficulté d'assurer un ascenseur social véritablement efficace. Le décrochage scolaire est monnaie courante dans les quartiers les plus défavorisés, tandis que les écoles « d'élite » aux profils peu diversifiés malgré des initiatives (Egalité des chances à sciences-po, ou le concours « Talents » de l'ENA). La perte de sens pour une jeunesse qui fait face à une intégration de plus en plus difficile, notamment via un « bizutage social » conduisant à une litanie de professions précaires (CDD ou stages) avant d'accéder enfin à la stabilité d'un CDI, est de fait de plus en plus prégnante.

La dichotomie entre une reproduction des élites et l'accroissement des inégalités dès l'école primaire, met à mal l'idéal démocratique, entraînant de fait un repli sur soi, ainsi que l'individualisme accru.

ⓑ Les risques d'une éducation dévoyée, ou non démocratique tiennent dans un repli sur soi et la recrudescence de l'individualisme

Incapables de trouver dans la société les réponses à leurs questions, ainsi que des perspectives satisfaisantes du fait d'une éducation et d'un ascenseur social « en panne », la jeunesse trouve en elle-même les réponses à ses inquiétudes, ou se tourne vers des « prophètes » à son image, créant ainsi un « malaise dans la démocratie », du nom de l'ouvrage du sociologue Jean-Pierre le Goff : L'utilisation des réseaux sociaux, où l'individu est roi et où seule compte son opinion et la quête de reconnaissance est un symptôme de la crise identitaire d'une jeunesse en quête de sens. De même, Greta Thunberg, jeune militante scandinave pour le climat, fait figure de figure de proue moderne pour une jeunesse qui s'y reconnaît et place tous ses espoirs en elle, à l'image de la grève de l'école en 2019, suivie de manière internationale, et visant à défendre le climat. Cette « adoration » n'est pas sans rappeler l'épisode historique de la « croisade des enfants », lorsque, à la fin du XII^{ème} siècle, un jeune Prophète, Nicolas de Cologne avait convaincu près de 40 000 enfants de le suivre pour délivrer le tombeau du Christ à Jérusalem. Ces enfants pauvres et sans avenir lui avaient alors emboîté le pas, et nombre d'entre eux n'étaient jamais revenus du voyage.

Ces exemples permettent d'illustrer l'abandon de l'idéal démocratique par la jeunesse, et la désillusion du système méritocratique porté par l'éducation : Si d'autre part, les jeunes sur les réseaux sociaux ne concentrent tous leurs efforts que sur leur propre image (à l'instar d'« une société enfin devenue adolescente » pour A. Finkelkraut), il en résulte un abandon de l'idéal et de l'engagement démocratique. Si d'autre part, d'autres ne trouvent une voie de salut que dans les « faux prophètes » n'est-ce pas la plus sûre voie vers la dictature, et le culte de la personnalité ?

En tout état de cause, cette jeunesse repliée sur elle-même, peut également s'illustrer par les propos de l'UNEF soutenus par Audrey Pulvar fin mars 2021, défendant des réunions exclusivement réservées aux « noirs » ou aux « blancs » dans les enceintes des universités et au-delà.

* *

*

II. Le modèle démocratique doit faire l'objet d'une rénovation profonde, recentrée autour de ses valeurs démocratiques, en dotant les institutions des moyens de leurs actions, en coopération avec l'ensemble du corps social
--

ⓐ Il convient d'interroger les valeurs éducatives pour sécuriser le « vivre-ensemble » (Hanna Arendt) demain

La réponse à la quête de sens d'une jeunesse démunie face aux crises, mais également la nécessaire protection de l'idéal démocratique nécessite de développer une pensée réflexive sur la démocratie de demain.

Si les valeurs fondamentales affirmées dans la Constitution de 1958 et dans le préambule de la Constitution de 1946 restent le socle de notre démocratie, comment adapter, et faire évoluer les principes éducatifs en cohérence ?

Il convient, à ce titre, d'analyser avec recul les nouvelles théories en cours actuellement, et définir si celles-ci, mais également leur application concrète, sont en cohérence avec la démocratie. Le débat survenu en février 2020 sur la tenue de recherches « islamo-gauchistes » à l'université est-elle véridique ? Le cas échéant, peut-on admettre que l'idéologie ait la part-belle dans les universités françaises ? Ces interrogations posent la question du recrutement et de la légitimité des professeurs, et de la neutralité de la recherche.

Ces interrogations doivent concourir à un socle de valeurs fondamentales et universalistes pour les lieux de transmission du savoir, partagées par tous, au risque de voir la légitimité des écoles se flétrir. C'est à ce prix que le « vivre-ensemble », par le biais d'une culture et valeurs partagées, permettra d'ancrer durablement le processus démocratique.

Ces valeurs et cultures convergentes doivent s'exprimer par des programmes fondés sur des bases ayant fait leurs preuves, et non sur des expérimentations hasardeuses, (à l'instar de la méthode globale), au détriment des élèves, pris comme autant de souris de laboratoire.

- ⑥ Par ailleurs, le renforcement des moyens alloués à l'éducation est un facteur clef de succès pour ancrer durablement l'éducation dans une logique efficace et d'anticipation.

On ne saurait se contenter d'une jeunesse à minima : celle-ci est fondamentale pour assurer l'avenir (démocratique, social, économique) du pays. A ce titre, son éducation se doit d'être soutenue par une politique ambitieuse : recrutement de professeurs qualifiés, aux salaires revalorisés, valorisation des filières traditionnellement perçues comme moins prestigieuses et favorisant le travail manuel (Bac Pro, CAP...), conformément à l'attachement français au « Bel Ouvrage » (C. Péguy)

Il s'agit également de préparer les élèves au monde de demain en identifiant les compétences clés et en luttant contre l'illectronisme. Une des pistes à explorer serait -à titre d'exemple- de développer l'alternance et de proposer des stages « longs » aux élèves, d'une durée minimum d'un mois.

En conclusion, l'éducation, théorique comme pratique, doit permettre de donner à la jeunesse les pleins moyens de créer son propre avenir. L'éducation doit également se concevoir à plus long terme, au-delà de l'université. Processus constant, chacun doit prendre part à sa propre éducation comme à celle des autres. On ne saurait cependant faire reposer ce concept sur l'école exclusivement : familles, structures sociales, doivent concourir à développer tout un chacun selon des valeurs démocratiques partagées et reconnues par tous, en proposant, à titre d'exemple, une convention sur l'Education identique à celle réalisée sur le climat, dans une logique participative, et en coconstruction avec les jeunes, principaux intéressés d'une éducation renouvelée.